

SUPRA

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Semestre clos le 30 juin 2010

SUPRA

28 Rue du Général Leclerc - 67210 OBERNAI
Société anonyme au capital de 1 682 089 €
RCS Saverne n° B 675 880 710

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Semestre clos le 30 juin 2010

SUPRA

Période du
1^{er} janvier 2010 au
30 juin 2010

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société SUPRA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé.

SUPRA

Période du
1^{er} janvier 2010 au
30 juin 2010

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le chapitre A « *Faits caractéristiques* » et la note 1.1 « *Immobilisations incorporelles* » du chapitre B « *Principes, règles et méthodes comptables appliqués* » de l'annexe qui exposent l'analyse menée par la société concernant la valeur des actifs incorporels, dans le cadre d'une activité fortement saisonnière.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Fait à Strasbourg, le 30 août 2010

Le commissaire aux comptes

Mazars :



Valentin WITTMANN

Désignation de l'entreprise : SUPRA S.A. Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12
 Adresse de l'entreprise 28 rue du Général Leclerc.67216 Obernai Durée de l'exercice précédent * 12
 Numéro SIRET * 67588071000032 Néant *

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

				Exercice N clos le, 30/06/2010	N-1 31/12/2009	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4	
Capital souscrit non appelé (I)		AA				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB 319	AC 239	80	112	
	Frais de développement *	CX	CQ			
	Concessions, brevets et droits similaires	AF 2 447 356	AG 1 557 351	890 005	909 531	
	Fonds commercial (1)	AH 1 041 672	AI	1 041 672	1 041 672	
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK			
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM			
	Terrains	AN 377 480	AO 152 322	225 158	225 158	
	Constructions	AP 9 881 248	AQ 7 521 605	2 359 643	2 404 244	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR 11 862 582	AS 9 202 251	2 660 331	2 870 744	
	Autres immobilisations corporelles	AT 1 268 240	AU 964 343	303 897	300 789	
	Immobilisations en cours	AV 389 325	AW	389 325	199 303	
	Avances et acomptes	AX	AY			
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT			
	Autres participations	CU	CV			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Créances rattachées à des participations	BB	BC			
	Autres titres immobilisés	BD 15 249	BE	15 249	15 249	
	Prêts	BF 245 073	BG	245 073	245 073	
	Autres immobilisations financières *	BH 317 743	BI 85 371	232 372	233 925	
	TOTAL (II)	BJ 27 846 293	BK 19 483 482	8 362 810	8 445 804	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL 3 212 802	BM 165 326	3 047 476	3 070 980
		En cours de production de biens	BN 1 551 072	BO 60 219	1 490 853	1 693 317
		En cours de production de services	BP	BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR 7 695 793	BS 158 829	7 536 964	2 952 516
		Marchandises	BT 5 906 866	BU 152 920	5 753 946	5 048 038
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV 841 815	BW	841 815	427 488	
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3) *	BX 12 131 758	BY 945 142	11 186 616	19 730 171
		Autres créances (3)	BZ 2 772 161	CA	2 772 161	3 615 389
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC		
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD 100	CE	100	3 772 440
Disponibilités		CF 735 170	CG	735 170	1 193 539	
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH 371 086	CI	371 086	324 975	
	TOTAL (III)	CJ 35 218 624	CK 1 482 436	33 736 188	41 828 856	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecarts de conversion actif * (VI)	CN (2 718)		(2 718)	8 356	
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO 63 062 198	1A 20 965 919	42 096 279	50 283 017		
Renvois : (1) Dont droit au bail :	21 342	(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP	(3) Part à plus d'un an :	CR	
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :		Créances :		

© Invoice

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise SUPRA S.A.

Néant *

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

		Exercice N	Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 1 682 088)	DA	1 682 088	1 682 088
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	2 513 770	2 513 770
	Écarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	168 208	165 922
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	8 776 442	8 776 442
	Report à nouveau	DH	14 854 971	12 580 032
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(7 279 389)	2 277 226
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK	581 955	646 731
	TOTAL (I)	DL	21 298 048	28 642 214
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN	149 312	151 675
	TOTAL (II)	DO	149 312	151 675
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	1 772 742	1 130 646
	Provisions pour charges	DQ	1 273 719	1 208 327
	TOTAL (III)	DR	3 046 461	2 338 973
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	292 661	423 447
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	8 660 867	8 895 211
	Dettes fiscales et sociales	DY	6 080 258	6 336 033
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	495 885	186 491
	Autres dettes	EA	2 072 758	3 308 970
Compte régul.	EB			
TOTAL (IV)	EC	17 602 432	19 150 154	
Écarts de conversion passif * (V)	ED	24		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	42 096 279	50 283 018	
RENVOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	IB		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	IC		
		ID		
		IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	17 600 418	19 173 472	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	70 030	114 157	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SUPRA S.A.

Néant *

		Exercice N						Exercice (N-1)	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	6 995 354	FB	468 976	FC	7 464 330	24 619 572	
	Production vendue	{ biens * services *	FD	9 705 054	FE	2 330 718	FF	12 035 772	43 768 129
			FG	1 964 746	FH	55 862	FI	2 020 608	3 616 959
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	18 665 154	FK	2 855 556	FL	21 520 710	72 004 660	
	Production stockée *				FM	4 414 127	750 532		
	Production immobilisée *				FN	21 145	60 432		
	Subventions d'exploitation				FO	10 689	106 800		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)				FP	795 320	2 535 787		
	Autres produits (1) (11)				FQ	16 764	13 400		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	26 778 756	75 471 612	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *				FS	5 943 529	15 261 320		
	Variation de stock (marchandises) *				FT	(677 200)	190 697		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *				FU	6 173 469	14 262 635		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV	107 876	758 720		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*				FW	8 419 244	18 851 341		
	Impôts, taxes et versements assimilés *				FX	729 609	1 097 207		
	Salaires et traitements *				FY	7 962 246	12 841 281		
	Charges sociales (10)				FZ	3 396 484	5 258 539		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	{ - dotations aux amortissements * - dotations aux provisions			GA	783 767	1 539 784	
						GB			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *			GC	604 572	925 711		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD	651 600	590 539			
	Autres charges (12)			GE	101 484	514 255			
Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	34 196 683	72 092 033		
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG	(7 417 926)	3 379 578		
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *			(III)	GH				
	Perte supportée ou bénéfice transféré *			(IV)	GI				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK	49	61		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	11 205	66 415		
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM		20 232		
	Différences positives de change				GN	68 751	72 804		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO	9 775	16 893		
Total des produits financiers (V)					GP	89 782	176 406		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *				GQ	(5 611)	33 968		
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	58 911	292 169		
	Différences négatives de change				GS	17 748	450 295		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT				
Total des charges financières (VI)					GU	71 048	776 433		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV	18 734	(600 027)		
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	(7 399 192)	2 779 551		

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise		SUPRA S.A.		Néant <input type="checkbox"/> *		
		Exercice N		Exercice N - 1		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA				
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	87 106		347 454	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	92 252		307 314	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	179 358		654 769	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	2 890		8 148	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	90 957		411 094	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	71 832		92 660	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	165 681		511 904	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	13 677		142 864	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ			94 269	
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	(106 125)		550 921	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	27 047 898		76 302 788	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	34 327 287		74 025 562	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	(7 279 389)		2 277 226	
RENOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO				
	(2) Dont	{ produits de locations immobilières produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	HY			
			IG			
	(3) Dont	{ - Crédit-bail mobilier * - Crédit-bail immobilier	HP	31 844		
			HQ			
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH				
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ				
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK				
	(6 bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX				
	(9) Dont transferts de charges	A1				
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2				
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3				
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4				
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9						
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N		Charges antérieures	Produits antérieurs		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

SUPRA

Société Anonyme au capital de 1 682 088.91 euros
Siège social : 28, rue du Général Lederc, 67210 OBERNAI
R. C. : Saverne B 675 880 710
SIRET : 675 880 710 000 32

ANNEXE DES COMPTES

au 30 juin 2010

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30.06.2010 dont le total s'établit à 42 096 279 €. Le compte de résultat dégage une perte de 7 279 389 €.

L'arrêté a une durée de six mois et recouvre la période du 01.01.2010 au 30.06.2010

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du **30 août 2010**.

A. Faits caractéristiques

1 : Faits marquants du 1^{er} semestre.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'établit à 21 521 K€, en recul de 10.1% par rapport au premier semestre 2009 soit 2.4 M€.

Le résultat d'exploitation passe de -2 605 K€ à -7 418 K€ à fin juin 2010 du fait du manque d'activité, d'un mix moins favorable (augmentation du négoce et déstockage des climatiseurs), et de l'augmentation des frais de personnel liée à la réorganisation engagée depuis septembre 2009.

Le résultat net passe pour sa part de -2 419 K€ à -7 279 K€.

Le recul du premier semestre 2010 vient essentiellement du premier trimestre qui avait bénéficié en 2009 du report des livraisons non effectuées à la fin 2008 soit environ 2 M€.

Par ailleurs, nous constatons sur l'ensemble des réseaux de distribution, un recul du chiffre d'affaires lié, soit à une faible consommation des clients sur les marchés des concessionnaires, soit à une volonté des grossistes et des grandes surfaces de bricolage de décaler la réception de leurs marchandises compte tenu des obligations issues de la LME.

A noter que nous avons très fortement déstocké l'ensemble de nos climatiseurs suite aux conditions météorologiques qui nous ont été favorables.

Cependant, la croissance du portefeuille de commandes à fin juin 2010 par rapport à fin juin 2009, d'une part, et l'ensemble de nos nouveautés 2010 qui a bien été accueilli par l'ensemble des réseaux, d'autre part, laisse présager un bon troisième trimestre 2010.

Enfin, le chiffre d'affaires de l'activité E-BOIS au 30 juin 2010, issu de la fusion entre SUPRA et BIOMEET en date du 30 décembre 2009, n'est pas en phase avec le business plan établi fin 2009. Compte tenu d'une activité fortement saisonnière, seule une analyse réalisée en fin d'année permettra à la société de se positionner quant à la nécessité de déprécier l'actif incorporel constaté lors de la fusion. A titre d'information, l'actif immobilisé s'élève à 509 K€ au 30 juin 2010.

2 : Péremption des hypothèques

La société a obtenu en date du 18 janvier 2010, suite aux différents dégrèvements obtenus, une mainlevée pour la totalité des cautions fiscales à savoir 84 268 €.

3 : Consolidation

La société SUPRA est consolidée par la société EDF Energies Nouvelles selon la méthode de l'intégration globale.

4 : Evènements post clôture

Il n'y a pas d'évènements post clôture.

B. Principes, règles et méthodes comptables appliqués

1. Modes et méthodes d'évaluation appliqués aux états financiers

Les états de synthèse de notre société pour le premier semestre 2010 ont été établis conformément aux dispositions du code de Commerce, du décret n°67.236 du 23 mars 1967, à l'arrêté du 22 juin 1999 portant homologation du règlement n°99-02 du Comité de réglementation comptable et du règlement n°2000-06 concernant les nouvelles règles d'évaluation des passifs.

Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes avec comme hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes.

1.1. Immobilisations incorporelles

Ce poste comprend :

- un droit au bail,
- des brevets totalement amortis,
- plusieurs logiciels informatiques amortis sur 12 mois lorsqu'il s'agit de logiciels de bureautique et entre 3 à 10 ans pour les logiciels de gestion.
- Les malis de fusion de Feu Style et Biomee.

immobilisations incorporelles nettes <i>(en millions d'euros)</i>	2009	juin-10
Logiciels	0,8	0,8
mali de fusion Feu Style	0,5	0,5
mali de fusion Biomee	0,5	0,5
Autres	0,1	0,1
Total immobilisations incorporelles nettes	1,9	1,9

Les opérations de transmissions universelles de patrimoines réalisées en 2009 avec les sociétés FEU&STYLE et BIOMEe ont conduit à la constatation à l'actif du bilan de la société SUPRA de deux malis de confusion.

Ces opérations ont été comptabilisées en conformité avec les textes comptables applicables en la matière à savoir le règlement CRC N° 2004-01 du CRC complété par le règlement 2005-09 et les 3 avis du comité d'urgence du CRC : avis N°2005-C du 4 mai 2005, avis N°2006-B du 5 juillet 2006 et avis 2007-D du 15 juin 2007.

Ces malis s'élèvent respectivement à fin 2009 à 509 113 €, pour la société FEU&STYLE, et à 532 560 € pour la société BIOMEe.

Ces deux malis correspondent à une quote-part de la différence entre le prix payé par notre société pour acquérir l'intégralité des titres et la valeur des actifs nets apportés. Cette quote-part complémentaire est justifiée par les avantages futurs attendus de la prise de contrôle de ces entités.

Une évaluation des malis de confusion ainsi déterminés a été réalisée à fin 2009 sur la base de free cash flow (MBA après financement des investissements) sur une période de 10 ans et actualisés avec un coût moyen du capital de 9%. Ce coût moyen de capital est celui utilisé lors de l'analyse des dossiers d'acquisition. La somme de ces free cash-flows actualisés a permis ainsi de déterminer la valeur nette comptable de la business unit et ainsi d'évaluer le montant des malis de confusion à activer.

A la clôture de l'exercice, un impairment test sera réalisé sur la base des performances de ces business unit et des perspectives actualisées. Ainsi, et conformément au paragraphe 4.5.2 du règlement n°2004-01 du CRC, la société pourra s'assurer de la nécessité ou non de les déprécier. Comme cela a été précisé au niveau des faits marquants du semestre, la réalisation de ces impairments tests ne pourra cependant être opérée qu'en fin d'année compte tenu du caractère saisonnier de ces activités.

1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire. L'excédent constitué par l'amortissement dégressif est, le cas échéant, constaté en amortissement dérogatoire.

Catégorie d'immobilisations	Durée d'amortissement	Application de la Réglementation sur Les actifs
- constructions		
• structure du bâtiment		40 ans
• autres composants		10 à 20 ans
- agencements et aménagements des constructions	5 à 10 ans	10 à 20 ans
- matériel et outillage industriels	3 à 8 ans	5 à 10 ans
- matériel de transport	4 à 5 ans	
- agencements, aménagements, insti. Divers	5 à 10 ans	
- matériel et mobilier de bureau et informatique	4 à 8 ans	

1.3. Stocks

Les stocks de produits fabriqués et produits en cours de fabrication ont été évalués au coût de production. Les matières premières et le stock de marchandises ont été évalués au coût d'achat moyen pondéré. Les matières premières, produits finis et marchandises sont dépréciés pour tenir compte de la rotation lente, de l'obsolescence et de la valeur nette de réalisation. Une dépréciation est calculée pour les stocks ne figurant plus au tarif de l'année à venir, ainsi que pour des articles dont les quantités peuvent excéder au minimum un an de consommation.

1.4. Créances et dettes

1.4.1. Provisions pour dépréciations des créances douteuses.

La méthode appliquée concernant les contentieux au 30 juin 2010 est la suivante : provisionnement à 100%, sauf cas identifié avec un risque de non recouvrement partiel qui sera provisionné à due concurrence du risque.

1.4.2. Provisions pour dépréciations des créances échues.

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. En cas de risque de non recouvrement identifié sur les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les méthodes suivantes :

○ Pour la France :

- Factures échues de 1 à 90 jours / date de clôture : 25% du total de l'encours HT
- Factures échues à plus de 90 jours / date de clôture : 50% du total de l'encours HT
- Les centrales d'achats ne sont pas provisionnées

○ Pour l'export :

Allemagne

1. Factures échues de 1 à 90 jours / date de clôture : pas de provision
2. Factures échues à plus de 90 jours / date de clôture :
 - 2.1. Créances couvertes par une assurance crédit « dénommée » : provision à hauteur de 10 % de l'encours total
 - 2.2. Créances couvertes par une assurance crédit « non dénommée » : provision à hauteur de 35% de l'encours total.
 - 2.3. Clients non couverts dont l'échéance est dépassée depuis plus de 3 mois : provision de 50 % de l'encours total.
 - 2.4. Créances non couvertes dont l'échéance est dépassée depuis plus de 6 mois : provision de 100 % de l'encours total.

Reste du Monde

1. Factures échues de 1 à 90 jours / date de clôture : pas de provision
2. Factures échues à plus de 90 jours / date de clôture :
 - 2.1. Créances couvertes par une assurance crédit « dénommée » : provision à hauteur de 10 % de l'encours total
 - 2.2. Clients non couverts dont l'échéance est dépassée depuis plus de 3 mois : provision de 50 % de l'encours total.
 - 2.3. Créances non couvertes dont l'échéance est dépassée depuis plus de 6 mois : provision de 100 % de l'encours total.

1.4.3 Autres dettes d'exploitation

Les autres dettes d'exploitation sont constatées pour leur valeur nominale. La revue de nos méthodes d'évaluation, et l'analyse complémentaire des risques nous a conduit en 2007 à constater une charge complémentaire de 722 258 € avant impôt.

Au 30 juin 2010, l'analyse du risque a conduit à un solde de 430 967.95 €.

1.5. Disponibilités

Les mouvements affectant les comptes bancaires sont enregistrés en date d'opération. Le poste disponibilités intègre des valeurs à l'encaissement pour un montant total de 76 621.38 €.

2. Présentation des informations chiffrées

Toutes les valeurs indiquées dans les différents tableaux et rubriques ci-après sont exprimées en Euros.

C. Informations relatives au bilan

TABLEAU DE MOUVEMENTS D'IMMOBILISATIONS BRUTES

	Bilan Ouverture	Transfert compte à cpte	Acquisitions	Cessions Transfert	Bilan au 30-juin-10
Logiciels	1 810 879	52 939	86 505	23 564	1 926 759
Mali de confusion Feu Style	509 113				509 113
Mali de confusion E-bois	532 560				532 560
Autres immobilisations incorporelles	478 339	32 188	10 390		520 917
Total 1	3 330 891	85 127	96 895	23 564	3 489 349
Terrains	377 480				377 480
Constructions sur sol propre	4 839 934				4 839 934
Installations générales & aménagement constructions - 124870+63050	4 933 569	65 877	91 333	49 464	5 041 314
Installations techniques matériels et outillages+124870+198259	12 396 051	63 704	129 822	726 994	11 862 583
Matériel de transport	198 539		20 181		218 720
Matériel de bureau	1 024 985	26 163	64 614	66 242	1 049 521
Emballages récupérables & divers					0
Immobilisations en cours	199 304	-240 871	432 526	1 633	389 326
Total 2	23 969 862	-85 127	738 475	844 334	23 778 877
Autres titres immobilisés	15 250				15 250
Prêts & autres immobilisations financières	564 371		140	1 694	562 818
Total 3	579 621	0	140	1 694	578 068
Total général	27 880 374	0	835 511	869 591	27 846 294

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

	Solde	Dotations	Diminutions	Total
	Ouverture	Linéaires		Au 30 juin 2010
Logiciels	986 405	156 289	22	1 142 672
Mali de confusion Feu Style				0
Mali de confusion E-bois				0
Immobilisations incorporelles	393 169	21 748		414 918
Total immo. incorporelles	1 379 574	178 037	22	1 557 590
Terrains	152 322			152 322
Constructions sur sol propre	4 417 768	42 299		4 460 067
Agencements installations	2 951 492	143 188	33 140	3 061 539
Matériel & outillage 68299-4038	9 525 307	364 745	687 800	9 202 252
Matériel de transport	94 658	13 798		108 456
Matériel de bureau & inform.	828 077	41 701	13 891	855 887
Total immobilis. corporelles	17 969 624	605 731	734 832	17 840 523
TOTAL GENERAL	19 349 198	783 768	734 853	19 398 113

La dotation est comptabilisée dans les postes suivants :

- 681111** Immobilisations incorporelles
- 681122** Terrains
- 681123** Constructions sur sol propre
- 681123** Agencements installations
- 681125** Matériel & outillage
- 681128** Matériel de transport
- 681128** Matériel de bureau & inform.

TABLEAU DES STOCKS

	Brut	Provision	Net
Matières Premières	3 212 802	165 326	3 047 476
En-Cours	1 551 072	60 219	1 490 853
Produits Finis	7 695 793	158 829	7 536 964
Produits Négoce	5 906 866	152 920	5 753 946
TOTAL	18 366 533	537 294	17 829 239

ETAT DES PROVISIONS

Nature des provisions	Montant début exercice	Augmentations	Reprise des provisions non utilisées	Reprises des provisions utilisées	Montant au 30-juin-10
Amortissements dérogatoires	646 732	27 475	92252		581 955
Total provisions réglementées	646 732	27 475	92252		581 955
Provisions pour litiges	397 500	651 600	3 892		1 045 207
Provisions pour garanties données aux clients	724 790				724 790
Provision perte de change	8 357	7 345	12 957		2 745
Provision pour retraites	1 120 545	59 645			1 180 190
Provisions pour retraites et médailles du travail	87 782	5 747			93 529
Total provisions pour risques et charges	2 338 974	724 337	16 849		3 046 461
Provision pour dépréciation. s/immob. financières	85 371				85 371
Provision pour dépréciation s/stocks et en-cours	618 230	537 294	618 230		537 294
Provision pour dépréciation s/cptes clients	980 851	67 279		102 987	945 142
Total provisions pour dépréciation	1 684 452	604 573	618 230	102 987	1 567 807
TOTAL GENERAL	4 670 158	1 356 385	727 331	102 987	5 196 223

Nature des provisions	Augmentations	Diminutions
dont dotations et reprises d'exploitation	1 321 565	725 109
financières	7 345	12 957
exceptionnelles	27 475	92 252
Total	1 356 385	830 318

PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

SUPRA :

L'engagement de la société en matière d'indemnités de fin de carrière est évalué en fin d'année. L'évaluation faite par un actuaire est basée sur la méthode prospective, conformément aux normes IFRS. Les hypothèses démographiques sont identiques à celles de 2009. Les hypothèses économiques prises en compte en 2010 sont les suivantes :

- taux d'actualisation est de 5%,
- taux d'inflation attendu sur le long terme de 2%,
- taux de progression des salaires : Inflation.
- Indexation des gratifications d'ancienneté : 0 %
- Taux de charges sociales patronales : 44 % Richard Le Droff, 42 % Supra.

Cet engagement est intégralement couvert par une provision. Au 31 décembre 2009 une actualisation a été effectuée, et c'est sur la base des projections 2010 faites par l'actuaire que la provision au 30 juin 2010 a été passée.

Le montant total de la provision s'élève à 1 180 190 €

PROVISION POUR MEDAILLES DU TRAVAIL

Il en est de même concernant l'engagement de la société en matière de médailles du travail. L'évaluation est faite par un actuaire, basée sur la méthode prospective, conformément aux normes IFRS.

Cet engagement est lui aussi intégralement couvert par une provision. Au 31 décembre 2009, une actualisation a été effectuée et le montant total de la provision au 30 juin 2010 s'élève à 93 529 €.

PROVISION POUR GARANTIE

La mise à jour de la provision pour garantie est constatée annuellement en fin d'année.

Elle est évaluée compte tenu des pièces fournies gratuitement, à celui des stations ainsi que des frais de port occasionnés lors de la réparation sous garantie d'appareils défectueux.

Cette provision a été évaluée conformément au taux de retour pour raisons techniques par rapport au chiffre d'affaires réalisé pour chaque famille de produits. La méthode d'évaluation a été revue, pour tenir compte de manière plus exacte des coûts de garantie par famille de produits et notamment des délais de garantie à couvrir. La grande majorité des coûts de garantie sont générés par des produits de négoce électrique garantis une année.

Le calcul se base sur les hypothèses suivantes :

1 le calcul sur une année, sur les cas réels pris en charge par lignes de produits en garantie, en spécifiant la date de vente de SUPRA à son client, la date de vente au client final et à la date de prise en charge en garantie. Nous déterminons ainsi le temps à couvrir en fonction de la date de vente par SUPRA et le temps de garantie lié au produit ;

- 2 Détermination du temps de garantie par produit par SAV et de SUPRA ;
- 3 Nous calculons par ligne de produits (bois et électrique) le coût annuel des garanties (remplacement des appareils , coût des réparations externes, avoirs et transports pour service après-vente);
- 4 le coût annuel de la garantie par ligne de produit est mis en proportion du chiffre d'affaires de l'année pour calculer un pourcentage;
- 5 nous multiplions le pourcentage par la durée de garantie à couvrir ce qui donne le montant global de la couverture à provisionner;
- 6 enfin cette provision est comparée au total inscrit au bilan pour ajustement de la provision.

D'autre part, SUPRA alloue deux types de garanties qu'il convient de distinguer:

- Une garantie pièce et main d'œuvre pour les produits électriques de chauffage et de climatisation mobile, les appareils de chauffage à granulés (non encore commercialisés à ce jour).
- Une garantie pièce pour les appareils à bois en bûches. Dans le cadre de cette garantie, la pièce reconnue défectueuse est prise en charge. Les frais liés au remplacement de la pièce sont exclus du bénéfice de cette garantie.

Dans les deux cas, la garantie s'applique dans le cadre d'une installation et d'une utilisation conforme aux prescriptions de la notice et au respect des règles d'installations nationales pour les produits nécessitant une mise en œuvre.

Elles sont expressément décrites pour éviter tout litige.

Les exclusions concernent des pièces directement accessibles et que l'utilisateur peut endommager du fait d'une mauvaise utilisation voire de chocs comme la vitre d'un insert, les joints, ou encore les consommables comme les filtres à remplacer selon l'utilisation faite.

Les limitations concernent des pièces pouvant subir une usure prématurée dans le cas d'une installation ou d'une utilisation non conforme.

Ces limitations touchent en particulier les pièces intérieures des appareils à bois, au contact de la flamme, garanties 1 an.

Les statistiques de commercialisations de pièces montrent que seules ces pièces sont consommées.

Ainsi , une garantie commerciale de 5 ans, le risque réel et essentiel à couvrir est de 1 an.

AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour autres risques et charges sont relatives aux éléments suivants

	31-déc-09	30-juin-10
Provision pour litiges	397 500	1 045 207
Provision pour garantie	724 790	724 790
Provision pour retraite	1 120 545	1 180 190
Provision médailles du travail	87 782	93 529
Provision perte de change	8 357	2 745
TOTAL	2 338 974	3 046 461

ETAT DES CREANCES

	Montant Brut	à 1 an au plus	à + d'un an
Prêts	245 073		245 073
Autres immobilisations financières	317 743	317 743	
Clients douteux ou litigieux	811 815		811 815
Autres créances clients	11 319 943	11 319 943	
Personnel et comptes rattachés	53 176	53 176	
Impôt sur les bénéfices	178 197	178 197	
Taxe sur la valeur ajoutée	1 763 567	1 763 567	
Autres impôts et taxes	140 277	140 277	
Divers	399 777	399 777	
Débiteurs divers	1 078 983	1 078 983	
Charges constatées d'avance	371 086	371 086	
TOTAUX	16 679 636	15 622 748	1 056 888

Informations sur les postes concernant les entreprises liées

Les créances liées aux certificats d'économie d'énergie.

Il n'y a pas de dettes au 30 juin 2010.

Eléments concernant les entreprises liées (en milliers d'euros)	
POSTE	montant concernant les entreprises liées
Créances clients et comptes rattachés	1 492

PRODUITS A RECEVOIR :

	SUPRA
Créances clients et comptes rattachés	958 662
Autres créances	3934
Etat	399 777
Total	1 362 373

Au 30 juin 2010, nous n'avons plus de portefeuille de SICAV en banque.

DETAIL DES CCA

Détail des charges constatées d'avance:	SUPRA
Etudes/ Documentation	5 341
Maintenances & Entretien	110 569
Locations	71 262
Divers	1 788
Publi promo	19 290
Assurances	20 763
Eco taxe & taxes diverses	56 248
Achat non stockés de matières et fournitures	43 136
Cotisations	42 691
Total	371 087

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

	Montant Brut	à 1 an au plus	+1 an < 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
à 1 an maximum à l'origine	80 174	80 174		
à plus de 1 an à l'origine	212 488	169 289	43 199	
Avances conditionnées	149 313	2 363	146 950	
Fournisseurs et comptes rattachés	8 660 867	8 660 867		
Personnel et comptes rattachés	2 411 297	2 411 297		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 242 296	2 242 296		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 120 290	1 120 290		
Autres impôts et taxes et assimilés	306 376	306 376		
Impôt sur les bénéfices				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	495 885	495 885		
Autres dettes	2 072 759	2 072 759		
TOTAUX	17 751 745	17 561 596	190 149	

Charges à payer rattachées aux postes de dettes:

	SUPRA
Emprunts et dettes établissements de crédits	80 174
Dettes rattachées aux comptes fournisseurs	5 235 687
R.R.R. & avoirs à établir	2 066 370
Personnel	2 396 715
Organisme Sociaux	1 200 941
Etat	304 188
TOTAL	11 284 075

Le montant des emprunts remboursés en cours d'exercice s'élève à 82 580.83 €.

Le solde du capital restant à rembourser de 212 487.71 € se répartit de la manière suivante en fonction des investissements financés à l'origine :

- investissements d'équipements industriels : 212 487.71 €

D. Informations relatives aux postes du compte de résultat

1. Ventilation du chiffre d'affaires :

1.0. Répartition par marché géographique

	K Euros
- Chiffre d'affaires France	18 665
- Chiffre d'affaires Exportation	2 856
TOTAL	21 521

1.1. Répartition par activité :

Secteur d'activité	K Euros
- Négoce	7 464
- Production vendue	12 036
- Services	2 021
TOTAL	21 521

Le montant des transferts de charges de formation au 30 juin 2010 est de 42 479.35 €. Il s'agit des refacturations à l'ADEFIM 67/OPCAIM des frais lorsque les formations sont effectuées.

2. Détail des produits et charges exceptionnels :

DETAIL DES PRODUITS & CHARGES EXCEPTIONNELS

	Charges exceptionnelles
Dotations exceptionnelles	71 833
Coût sur opération en capital	90 958
Coût sur opération de gestion	2 890
Total Charges exceptionnelles	165 681
	Produits exceptionnels
Reprise de provisions	
Reprises amortissements dérogatoires	92 252
Produits exceptionnels sur opérations en capital	87 106
Total Produits exceptionnels	179 358
Résultat exceptionnel	13 679

3. Rémunération des dirigeants

« La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait à donner une rémunération individuelle. Eléments non fournis (décret n°94-663 du 02/08/94) ».

4. Impôt sur les sociétés et autres impôts

4.1.1 Incidence des dispositions fiscales sur le résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice au 30 juin 2010 est affecté par des dispositions fiscales se chiffrant à 64 777 € au 30 juin 2010 relatifs aux mouvements de la provision pour amortissements dérogatoires.

4.1.2 Ventilation de la charge d'impôt

La charge d'impôt au 30 juin 2010 se décompose comme suit :

- Charges impôts différés : 32 750 €
- Crédit impôt recherche : (138 875) €

(En milliers d'euros)

Rubriques	Résultat avant impôt	Impôt Société	Résultat net après impôt
Résultat Courant	(7 399)	106	(7 293)
Résultat exceptionnel (et participation)	14	0	14
Résultat comptable	(7 385)	106	(7 279)

4.1.3 Allègement de la dette future d'impôt.

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Montant en base</i>
- Contribution Organic	30
- Indemnités de fin de carrières	1 180
TOTAL allègements	1 210
Situation fiscale différée nette 1 210 x 33,33%	403

4.2. La contribution économique territoriale (CET)

Concernant le traitement de la contribution économique territoriale pour les entreprises, nous nous conformons aux recommandations émises par l'ANC dans son communiqué du 21 juillet 2010. En conséquence, la CET constitue une charge d'exploitation dans nos comptes à fin juin 2010.

E. Autres informations

1. Effectif moyen au 30 juin 2010

Catégorie	Effectif salariés
Cadres & VRP	70
Etam	131
Ouvriers	198
Total	399
Intérimaires	25
Total	424

2. Composition du capital

	Nombre d'actions	Capital en €
Capital en début d'exercice	1 103 378	1 682 089
Capital en fin d'exercice	1 103 378	1 682 089

Le capital social a fait l'objet d'une conversion globale au 31.12.2001.

- **Droit de vote double :**

L'Assemblée Générale du 13.12.1985 a décidé d'attribuer un droit de vote double de celui conféré aux autres actions à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire.

- **Stock options :**

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 1997, le Conseil d'Administration du 24 octobre 1997, le Directoire du 13 décembre 1999 et le Directoire du 12 février 2001 ont consenti 100 307 options de souscription d'actions à quelques cadres de l'entreprise.

- o 65 000 options qui auraient pu être levées à partir du 24 octobre 2002 au prix de 6,9211 € l'action sont aujourd'hui caduques.
- o Une nouvelle autorisation a été donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2003 portant sur un nombre total d'options ne pouvant pas donner droit à plus de 80 000 actions, attribuées à hauteur de 65 000 options de souscription d'actions à la date du 31 décembre 2005 selon une décision du Directoire du 11 février 2004.
- o 15 000 options portant sur la souscription de 15 000 actions nouvelles ont été exercées le 22 février 2006 au prix unitaire de 6,256508 € représentant une augmentation du capital social d'un montant de 22 867,35 €.

Le capital social se trouva ainsi porté le 31 mars 2006 de 1 529 171,88 € à 1 552 039,23 € divisé en 1 018 071 actions.

- o 58 307 options portant sur la souscription de 58 307 actions nouvelles ont été exercées le 8 mai 2006 au prix unitaire de 5,2884 € pour 8 307 d'entre elles et au prix unitaire de 6,60 € pour 50 000 d'entre elles, représentant une augmentation de capital de 88 888,45 €.

Le capital social se trouva ainsi porté le 2 juin 2006 de 1 552 039,23 € à 1 640 927,68 € divisé en 1 076 378 actions.

- o 6 000 options portant sur la souscription de 6 000 actions nouvelles ont été exercées respectivement à hauteur de 3 000 actions le 13 octobre 2006 et de 3 000 actions le 16 octobre 2006 au prix unitaire de 5,2884 €, représentant une augmentation du capital social d'un montant de 9 146,94€.

Le capital social se trouva ainsi porté le 23 octobre 2006 de 1 640 927,68 € à 1 650 074,62 € divisé en 1 082 378 actions.

- o 6 000 options portant sur la souscription de 6 000 actions nouvelles ont été exercées respectivement à hauteur de 3 000 actions le 14 janvier 2007 et de 3 000 actions le 17 janvier 2007 au prix unitaire de 5,2884 €, représentant une augmentation du capital social d'un montant de 9 146,94 €.

Le capital social se trouva ainsi porté le 26 janvier 2007 de 1 650 074,62 € à 1 659 221,56 € divisé en 1 088 378 actions.

- o 15 000 options portant sur la souscription de 15000 actions nouvelles ont été exercées le 8 novembre 2009 au prix unitaire de 1.5244 € représentant une augmentation de capital social d'un montant de 22 867.35 € lequel se trouve porté de 1 659 221.56€ à 1 682 088.91€.

L'ensemble des options consenties ont été à présent pleinement exercées, le plan se trouvant clos.

L'ensemble des options consenties représente 10% du nombre total d'actions composant actuellement le capital social.

3. **Engagements financiers**

a) **Engagements donnés**

Cautions en garantie d'opérations de crédits documentaires à l'importation :
 BANQUE POPULAIRE : 312 224 USD
 SOGENAL : 820 021 USD

LCL : Nantissement de matériel d'équipement : 212 488 €

Engagement de Crédit Bail mobilier : 24 800 €

b) **Engagements reçus**

Type	Montant \$	Taux €/ \$ moyen toutes échéances	Montant €
TOTAL GENERAL 2010	2 187 117	1.4605	1 497 512.50

Des contrats de couverture de change visant à couvrir des flux de trésorerie futurs ont été mis en place. Il s'agit de contrats d'achats d'USD afin de couvrir les approvisionnements de produits en provenance de la zone Asie.

c) **Engagements pris en matière de crédit bail et de contrats de location.**

Suite à un contrôle interne, nous avons procédé à la régularisation des engagements de Crédit-bail et des engagements de contrats de location au 30 juin 2010.

ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL avec option d'achat							
Poste du Bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Total à payer	Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à an	+1 an à 5 ans	+5ans		
Véhicules	5 878	23 148	11 757	18 922		24 800	387
TOTAUX	5 878	23 148	11 757	18 922	0	24 800	387

ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL sans option d'achat							
Poste du Bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Total à payer	
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à an	1	+1 an à 5 ans		+5ans
Fendeuses	39 399	52 532	78 799		270 053	10773,71	359 625
Matériels informatiques	81 700	154 605	138 622		240 315		378 937
TOTAUX	121 099	207 137	217 420		510 368	10 774	738 562

ENGAGEMENTS DES CONTRATS DE LOCATION							
Poste du Bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				
	De l'exercice		Jusqu'à an	1	+1 an à 5 ans	+5ans	Total à payer
Véhicules		119 859	189 652		159 384		349 036
Chariot élévateurs		98 951	115 020		11 074		126 094
Matériel de bureau		67 554	30 389		20		30 409
TOTAUX		286 364	335 061		170 478	0	505 539

Tableau des flux de trésorerie

5.1. Capacité d'autofinancement

	Total 30/06/10
Excédent brut d'exploitation	(6 088 586)
(+) transfert de charges	70 199
(+) produits divers de gestion	16 764
(-) charges diverses de gestion	101 484
(+) produits financiers	89 780
(-) charges financières	76 659
(+) produits exceptionnels	
(-) charges exceptionnelles	2 890
(-) intéressement des salariés	
(-) impôt sur le bénéfice	(106 125)
capacité d'autofinancement	(5 986 751)

5.2. Tableau de financement

Ressources et financement de l'exercice	30/06/2010
capacité d'autofinancement	
cession ou réduction actifs	
incorporels	
Corporels	87 107
Financiers	1 694
augmentation des capitaux propres	2 284
augmentation de dettes financières	
emprunts	
autres dettes financières	
Total des ressources	91 084
Emplois fixes de l'année	
Insuffisance d'autofinancement	(5 986 751)
Acquisition d'actifs	
incorporels	96 895
corporels	590 225
financiers	140
Réduction de capitaux propres (et avances conditionnées)	2 364
Remboursement de la dette financière	
Emprunts	82 581
autres dettes financières	
Total des emplois	(5 214 546)
Variation du fonds de roulement	(5 123 461)

SUPRA

Société Anonyme au capital de 1 682 088,91 euros
Siège social : 28, rue du Général Leclerc - 67210 OBERNAI
RCS Saverne 675 880 710
SIRET : 675 880 710 00032

Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2010

I - Evènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels

a) L'activité au premier semestre 2010 :

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 est en diminution de 10,1% par rapport au premier semestre 2009 et s'élève à 21 521 K€ contre 23 945 K€.

Après un premier trimestre en diminution de 18,2%, le second trimestre 2010 s'établit en recul de 2,6% par rapport au second trimestre 2009. Globalement, le chiffre d'affaires du premier semestre est en recul, conséquence de :

- L'impact de la LME (Loi de Modernisation de l'Economie) qui a modifié sensiblement les comportements des acteurs économiques ;
- L'attentisme du marché de la cheminée haut de gamme dans le cadre d'un contexte économique dégradé.

Par ailleurs, le portefeuille de commandes à fin juin 2010 est en progression de +10% par rapport à fin juin 2009, conséquence d'un bon accueil des nouveaux produits et des pré-saisons à livrer.

Le résultat d'exploitation passe de -2 605 K€ à -7 418 K€ à fin juin 2010 du fait du manque d'activité, d'un mix moins favorable (augmentation du négoce et déstockage des climatiseurs) et de l'augmentation des frais de personnel liée à la réorganisation engagée depuis septembre 2009.

Le résultat net passe pour sa part de -2 419 K€ à -7 279 K€.

b) Faits marquants au 30 juin 2010 :

N/A

II – Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice

La consommation des ménages doit prendre le relais à partir du mois de septembre 2010 pour que nos clients puissent engager de nouvelles commandes. C'est le principal facteur d'incertitude car nos clients ont bien accueilli nos offres produits.

En effet, les nouvelles gammes de produits ont obtenu un accueil très favorable de la part de nos clients ce que nous vérifions au niveau des commandes enregistrées à livrer sur le deuxième semestre.

Par ailleurs, un soutien commercial auprès de certains grands comptes est envisagé à la rentrée pour faciliter la vente sur le lieu de vente pour accentuer le déstockage et faciliter ainsi le décollage des ventes sur le deuxième semestre.

Compte tenu de la saisonnalité de notre activité, le deuxième semestre représente traditionnellement la période de fortes ventes des produits de chauffage au bois, la réalisation de notre résultat s'effectuant durant cette période.

Cependant, il faudra rester attentif à l'évolution du prix très volatile des matières premières sidérurgiques et des frais de transport qui pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de fin d'année.

Risque de liquidité : Supra a fourni dans les annexes un échéancier de sa dette moyen long terme à taux fixe de 212 K€ au 30 juin 2010. Nous n'avons pas de clause de défaut sur cet emprunt.

D'autre part, nous avons revu sur l'année 2009 l'ensemble de nos lignes de trésorerie court terme avec nos partenaires bancaires et sécurisé ces lignes pour l'année 2010 à hauteur de 9,2 M€ sans garantie pouvant être augmentées jusqu'à 17,3 M€ avec des créances clients en garantie. De fait, le risque de liquidité à ce jour est nul. Notre position au 30 juin 2010 en termes de lignes court terme reste identique à celle de la fin d'année 2009.

Risque de change : Supra a une politique de couverture de ses besoins de change prévisionnels qui consiste à couvrir 75% des besoins de l'année N+1 prévus au budget sur le dernier trimestre de l'année N.

De fait, 3 MUSD de couvertures au taux moyen de 1,46 USD/1€ ont été pris auprès de deux banques à parité pour couvrir l'ensemble de nos besoins 2010. Nous avons 2,2 MUSD de couvertures disponibles au 30 juin 2010 pour couvrir le reste de nos achats prévisionnels 2010.

Risque sur les actions : Supra détient un portefeuille de titres Supra pour une valeur d'achat de 146 878,65 € pour 24538 actions soit un prix d'achat moyen de 5,986 €. Le conseil d'administration décide des mouvements sur les titres et de l'utilité de garder ce portefeuille. La situation au 30 juin 2010 reste identique à celle de la fin 2009.

III – Transactions entre parties liées qui ont eu lieu durant les 6 premiers mois de l'exercice

La société SUPRA, partie signataire, bénéficie des dispositions du contrat-cadre de coopération national sur le marché de la rénovation des logements conclu avec la société EDF et des avenants subséquents.

Ce dispositif contractuel fixe les engagements des parties, notamment sur la remontée des fiches travaux éligibles en tant que certificats d'économie générant un chiffre d'affaires facturé de 1 248 000 €.

IV – Attestation

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes semestriels sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle peut être confrontée, conformément aux dispositions de l'article 222-6 du Règlement Général de l'A.M.F.

*Pour valoir ce que de droit
Obernai, le 30 août 2010*

*Olivier PAQUIER
Le Président du Conseil d'Administration*

*William ELBISSER
Directeur Général*